

La session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement (SENUD) a été convoquée à l'initiative des pays non-alignés mécontents de l'absence de progrès en matière de désarmement et craignant que la course effrénée aux armements (la facture actuelle est de 400 milliards de dollars par an) ne mène à une guerre nucléaire et, même sans guerre, ne les frustre dans leur espoir d'établir un nouvel ordre économique international. La session n'était pas une conférence de plénipotentiaires réunis pour se mettre d'accord sur un traité précis ou des mesures concrètes de désarmement, mais visait à éveiller l'intérêt pour la cause du désarmement et à favoriser des progrès réels dans ce domaine. La session extraordinaire devait diagnostiquer la nature du mal et prescrire un remède efficace.

Compte tenu de leur façon très différente d'envisager leurs propres besoins et les besoins mondiaux

en matière de sécurité ainsi que de leurs approches divergentes face à la limitation des armements et au désarmement, ce ne fut pas une mince réussite pour les 149 pays représentés de parvenir finalement à un consensus sur un document final détaillant des buts, des priorités et des principes, un programme d'action élaboré et des mécanismes nouveaux ou améliorés pour le réaliser.

Le principal résultat de la session extraordinaire a été l'accord intervenu sur le mécanisme de délibération et de négociation. L'entente comporte trois points principaux: la Conférence de Genève du Comité sur le désarmement, qui fonctionnait hors des Nations Unies sous la direction des États-Unis et de l'Union soviétique, est remplacée par un nouvel organisme de négociation étroitement relié au Nations Unies et ainsi la

(Suite à la page 10)

Déceptions et satisfactions

par Albert Legault

Pendant plus d'un mois, 119 pays et organismes réunis en session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies se sont rassemblés à New York pour discuter du désarmement. Comme en 1945 devant ce même organisme, les questions essentielles à l'ordre du jour portaient sur le désarmement nucléaire et sur la réduction des armes dites classiques. Comme sous la Société des Nations et du temps de la Conférence de La Haye, les nations continuent de s'interroger sur les façons de mettre un frein à la course aux armements qui engloutit chaque année bientôt 400 milliards de dollars.

Quels ont été les résultats de ces discussions? Tout à la fois peu et beaucoup. Peu, car les États ne se sentent nullement contraints de diminuer leurs dépenses militaires. Peu, car le document final adopté et les déclarations qui l'assortissent ne constituent pas un plan

de désarmement, mais plutôt de grandes orientations sur les principes qui devraient régir le désarmement futur. Peu aussi, car il a fallu émasculer le document final de la plupart de ses aspects contraignants de façon à ce qu'il représente un dénominateur commun à 119 pays et organismes.

Beaucoup cependant puisque les pays continuent de préférer la parole à la poudre. Aussi longtemps que les canons se taisent, les vertus de la diplomatie peuvent continuer de jouer. Beaucoup puisque d'un commun accord un nouvel organe de négociation sera créé: le Comité sur le désarmement. Celui-ci marquera le retour à la table des négociations de la France et de la Chine qui s'étaient, la première volontairement, la seconde pour des raisons historiques, tenues à l'écart des grandes négociations sur le désarmement. Beaucoup

(Suite à la page 12)

Désarmement ou désastre?

par Murray Thomson

Dans les derniers jours de la session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement, qui a duré six semaines, deux diplomates, fatigués, se dirigeaient vers l'escalier roulant qui mène au hall de l'Assemblée générale «Alors, dit l'un d'eux, vers quoi allons-nous, selon vous: le désarmement ou le désastre?»

Cette alternative lourde de conséquences illustre le problème fondamental qu'ont à résoudre les délégués. Au cours du débat général des trois premières semaines, chacun des 120 représentants nationaux avait reconnu que la course aux armements coûtait trop cher (40 milliards par année), avait un effet trop destructeur pour l'économie mondiale, était un gaspillage excessif de ressources humaines et naturelles, ou dégradait trop les valeurs et les relations sociales pour qu'on la tolère encore plus longtemps. Presque tous les orateurs l'ont qualifiée de menace à l'existence du

genre humain.

Ces points de vue ont été réaffirmés dans les discours prononcés par 30 représentants d'organisations non gouvernementales et d'instituts de recherche sur la paix, par le secrétaire général des Nations Unies et par les chefs de quatre institutions spécialisées de l'ONU.

Les trois dernières semaines de la session extraordinaire ont été consacrées à l'établissement d'un consensus, tour de force qui a permis la rédaction d'un document final de 129 paragraphes. (Seule l'Albanie a rejeté l'accord général par lequel le document final a été adopté).

La plupart des participants, je pense, ont trouvé la session extraordinaire à la fois encourageante et décourageante. *Les aspects encourageants* ont été à mon avis les suivants:

(Suite à la page 13)